

Législatives. La gauche unie, « debout et insoumise » à Saint-Denis

AURELIEN SOUCHEYRE
MERCREDI, 7 JUIN, 2017
L'HUMANITE



PCF, France insoumise et Ensemble ! sont unis dans la 2e circonscription de Seine-Saint-Denis, où Mélenchon a réalisé 43 % au premier tour de la présidentielle. Le candidat Stéphane Peu souhaite s'y imposer face au socialiste Mathieu Hanotin.

La France est une République indivisible. C'est écrit dans la Constitution. Dans les faits, ça craque. Des pans entiers du pays sont méprisés. « Il n'y a pas de territoires perdus, il y a des territoires abandonnés. Nous sommes de ceux-là et c'est insupportable », mesure Stéphane Peu, élu local PCF à Saint-Denis et candidat aux législatives. Dans un pays où la gauche, elle, est divisible et divisée, celui qui souhaite lutter demain au Palais Bourbon se réjouit de la désunion évitée dans la 2e circonscription de Seine-Saint-Denis. « L'unité est réalisée. Ici, tous ceux qui ont soutenu Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle peuvent se retrouver aux législatives pour transformer la colère sociale en espoir. Il faut continuer et mobiliser contre l'abstention », indique le candidat, à la fois soutenu par le PCF, la France insoumise et Ensemble !.

« Pour envoyer un député de combat contre Macron »

Dans cette circonscription qui rassemble de Villetaneuse à Pierrefitte-sur-Seine, Mélenchon est arrivé en tête avec 43 % au premier tour. « Heureusement que je n'ai pas à choisir entre

communistes et Insoumis, ça m'aurait démotivé, souffle Gaby en lisant un tract dans le centre de Saint-Denis. Maintenant, on peut se concentrer pour envoyer un député de combat contre Macron. » « Il faut absolument empêcher le monde de la finance d'avoir les mains libres et une majorité absolue, lance Stéphane Peu en réunion publique dans une école de Pierrefitte. Macron veut s'attaquer toujours plus au Code du travail et casser le Smic. Un chauffeur Uber est déjà obligé de faire entre 50 et 70 heures pour en obtenir un, quand Uber est en plus une société américaine installée aux Bahamas et qui ne paie pas un euro d'impôt en France. »

En campagne depuis plus d'un an, le candidat de « la gauche debout et insoumise » a bâti avec la population un contrat de mandature, « pour maintenir un lien constant avec les citoyens et le territoire ». Les services publics y ont la part belle. « Le lycée Suger a trois fois moins de surveillants que Louis-le-Grand à Paris. Il manque plus de 200 policiers nationaux à Saint-Denis par rapport au 18^e arrondissement. Mais Macron veut supprimer 120 000 fonctionnaires. Combien d'enseignants, de policiers, d'infirmières ? Qui peut nier qu'il en manque à Pierrefitte ? » interroge-t-il lors de la réunion. « Si c'est l'école privée, la santé privée, les transports privés, les vigiles privés, ceux qui auront les moyens pourront et les autres non. C'est le contraire de la France, ça, de son histoire et de ce qui fait ce pays ! »

Responsable logement au PCF, Stéphane Peu est engagé contre les marchands de sommeil et l'habitat indigne. Véronique Avril, candidate de la République en marche face à lui, vit une campagne très difficile depuis que Mediapart a révélé qu'elle a loué un bien dans un immeuble insalubre à un prix exorbitant. « Beaucoup de Français qui n'ont pas voté Macron sont tentés de lui donner une majorité. Mais à Saint-Denis, c'est différent, vu la candidate », estime Mathieu Hanotin. Et le député PS élu en 2012 se verrait bien lui prendre des voix. Directeur de campagne de Benoît Hamon à la présidentielle, il annonce désormais n'être « ni dans la confiance ni dans la défiance » vis-à-vis du gouvernement. « Je jugerai sur pièce. Je ne suis pas là pour faire échouer Macron. Mais je serai vigilant au sujet de la nouvelle loi travail. »

Classé parmi les députés les moins actifs, parfois frondeur jusqu'à signer les motions contre la loi El Khomri, il avait su fédérer à Saint-Denis une large part de l'électorat de droite lors des municipales 2014, perdues d'un cheveu face au PCF. Appelant à sanctionner cette majorité à l'occasion des législatives, il assume « toujours lier local et national », et dit déjà viser 2020. Lors d'un meeting pour rester député, il a annoncé vouloir augmenter les effectifs de la police municipale, tout en reconnaissant que cette décision appartient... au maire. À Pierrefitte, autour de Stéphane Peu, la sécurité était aussi en question. « Les policiers municipaux coûtent cher aux communes, sans avoir les mêmes missions que les nationaux. On paie des impôts pour une police nationale. On y a droit. Et pour en avoir plus, ce ne sont pas les élections municipales qu'il faut gagner... », argumentait un citoyen.